

**Extrait du Registre des Délibérations**  
**Séance du 27 juin 2019**  
**Nombre des Membres en exercice : 78**

**OBJET : 2019-04-40 - FONCTION PUBLIQUE (4.1.1) - MODIFICATION DU  
TABLEAU DES EMPLOIS – CREATION POSTE – CRECHE DE  
MANONVILLE**

**DATE DE CONVOCATION : 20 JUIN 2019**

**DATE DE L’AFFICHAGE : 05 JUILLET 2019 de l’extrait de Délibération**

Le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s’est réuni ce jour, dans la grande salle de réunion au 1<sup>er</sup> étage du Bâtiment 200, site Kléber, à TOUL (54200), sous la présidence de Monsieur Fabrice CHARTREUX, Président.

<b><u>Etaient présents :</u></b>	Jean-Louis CLAUDON, André FONTANA, Denis PICARD, Xavier RICHARD, Christelle AMMARI, Gérald LIOUVILLE, Jean-Luc LELIEVRE, Claude MANET, Jean-Luc STAROSSE, Emmanuel PAYEUR, Bernard FABING (arrivé à compter de la 2019.04.38), Fabrice CHARTREUX (ayant la procuration de K. JUVEN), Laurent GUYOT, Francis SIEDLECKY, Roger SILLAIRE (ayant la procuration de Y. AGRIMONTI), Christophe MAURY (ayant la procuration de Patrice KNAPEK), Isabelle GUILLAUME, Bernard DOMINIAK, André MAGNIER, Michèle PILOT (ayant la procuration d’I. GASPAR), Philippe MONALDESCHI, Bernard DROUIN, Raphaël ARNOULD (ayant la procuration de Ch. THERMINOT), Corinne LALANCE, Damien BRASSEUR (départ à la 2019.04.36), Régis MATHIEU, Frédérique SAUVAT, Roger JOUBERT, Clément VERDELET, Serge GREGOIRE (ayant la suppléance de T. MIGOT), Chantal PIERSON, Patrick THIERY, Philippe HENNEBERT, Jean-François MATTE, Patrick FLABAT, Gérald ERZEN, Alde HARMAND (ayant la procuration de C. CAMUS), Lydie LEPIOUFF, Jorge BOCANEGRA (ayant la procuration d’A. BOURGEOIS), Christine ASSFELD LAMAZE, Olivier HEYOB (ayant la procuration d’A. ANSTETT), Catherine BRETENOUX (ayant la procuration de M. VIOT), Lucette LALEVEE, Catherine GAY (ayant la procuration de Fatima EZAROIL), Guy SCHILLING (ayant la procuration de G. HOWALD), Etienne MANGEOT, Thierry BAUER, Marie-Jeanne CHRETIEN, Alain COCUSSE, Ghislain HAZARD (ayant la suppléance de JM. HORNUT), Jean-Pierre COUTEAU.
<b><u>Etaient excusés :</u></b>	Yolande AGRIMONTI, Patrice KNAPEK, Isabelle GASPAR, Bruno BECK, Gérard BOULANGER, Christine THERMINOT, Thomas MIGOT, François MANSION, Kristell JUVEN, Gérard HOWALD, Marie VIOT, Alain BOURGEOIS, Claudine CAMUS, Fatima EZAROIL, Alain ANSTETT, Pascal MATTEUDI, Jean-Marie HORNUT
<b><u>Avis de procuration :</u></b>	11 avis de procuration, du début à la fin.
<b><u>Avis de suppléance :</u></b>	2 avis de suppléance, du début à la fin
<b><u>Secrétaire de séance :</u></b>	Guy SCHILLING
<b><u>Nombre de présents :</u></b>	Des délibérations n° 2019.04.01 à 2019.04.35 : 50 présents. De la 2019.04.36 à 2019.04.37 : 49 présents. De la 2019.04.38 à la fin : 50 présents.
<b><u>Nombre de votants :</u></b>	Des délibérations n° 2019.04.01 à 2019.04.35 : 61 votants. De la 2019.04.36 à 2019.04.37 : 60 votants. De la 2019.04.38 à la fin : 61 votants.

Un agent du multi-accueil LA CLE DES CHAMPS, à Manonville, sous contrat Emploi Avenir arrivant à terme le 31 août prochain ne pourra pas être renouvelé, l'Etat ayant stoppé le dispositif. Cet agent en poste depuis septembre 2016 exerçait les fonctions d'adjoint d'animation territorial.

Le taux d'encadrement auprès des enfants, sans compter les heures passées dans la préparation des activités, entretien des locaux (vaisselle, petits travaux de ménage et lessives), calculé lors de la dernière visite de la PMI (Protection Maternelle et Infantile) est de 6,12 ETP (équivalent temps plein). Le taux d'encadrement actuel est de 6,7 ETP.

Vu la configuration spécifique du bâtiment qui comprend un étage et implique des contraintes d'encadrement qui ne se rencontreraient pas dans une structure de plain-pied, il est indispensable, pour le bon fonctionnement de la structure et la sécurité des enfants de maintenir ce taux.

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 3,

Vu la Loi 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique

Vu les Décrets portant statut particulier des différents cadres d'emploi de la fonction publique territoriale,

Vu la Loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la FPT,

Vu le tableau des effectifs de la Communauté de Communes Terres Toulouises,

Vu la disponibilité des crédits budgétaires,

**Le Conseil communautaire, à l'unanimité, autorise :**

- **La création d'un poste d'adjoint d'animation territorial, emploi permanent à temps non complet, 32 h 30 hebdomadaire, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019.**

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an avant-dits.

Le Président,  
Fabrice CHARTREUX